

## Syndicalisme : le retour

par Dan GALLIN,\* Genève

*Le déclin du syndicalisme a été un thème à la mode pendant longtemps. Dans les années 1980 et 1990, avec la montée de la mondialisation, le syndicalisme a de fait reculé dans de nombreux pays. Les causes en sont multiples : la décomposition de la classe ouvrière et sa recomposition sous d'autres formes, la répression, à différents niveaux d'intensité mais toujours présente, l'inertie des organisations devant le changement. Aujourd'hui, le syndicalisme semble rebondir, empruntant de nouvelles formes. Il se montre plus impliqué dans la société civile, plus féminisé, plus international. Un grand mouvement fait de réseaux multiples et convergents est ainsi en train de naître.*

L'avènement d'une économie mondialisée a énormément accru la puissance des sociétés transnationales et la mobilité du capital, d'autant plus que les syndicats, en dépit de leur idéologie internationaliste et de l'existence d'organisations syndicales internationales, ont continué à se battre pour l'essentiel dans le cadre de l'Etat national. Les entreprises ont donc délocalisé leur production dans des pays où la main-d'œuvre est meilleur marché parce que les syndicats y sont faibles ou interdits (d'Allemagne en Hongrie, de Hongrie en Ukraine, d'Ukraine en Chine). Les organisations syndicales internationales peinent à construire des structures efficaces, capables de suivre et de confronter les entreprises où qu'elles aillent.

La structure des entreprises a aussi changé. En réduisant le nombre de postes permanents à temps plein, en décentralisant et en sous-traitant toutes leurs activités, hormis celles de base, et en ayant recours autant que possible aux différentes formes de travail précaire (temps partiel, temporaire, saisonnier, sur appel) le patronat dérègle le marché du travail. La sous-traitance en cascade aboutit finale-

ment au travail à domicile, avec des conditions de travail et de rémunération qui se dégradent au fur et à mesure que l'on s'éloigne du centre. Or les travailleurs en sous-traitance, de plus en plus nombreux, tombent hors du champ d'action des syndicats traditionnels. C'est ce qui explique, par exemple, la chute du taux de syndicalisation au Japon (de 56 % en 1950 à environ 20 % aujourd'hui), mais aussi dans d'autres pays industrialisés.

A ces travailleurs éjectés de l'emploi formel par la restructuration des entreprises, s'en ajoutent des millions d'autres, victimes de la crise de la dette des pays en voie de développement, du démantèlement du secteur public, de la déréglementation du travail dans le cadre des programmes d'ajustement structurel (PAS) du Fonds monétaire

\* L'auteur est ancien secrétaire général de l'Union internationale des travailleurs de l'alimentation et de l'agriculture. Il a créé en 1997 le Global Labour Institute ([www.global-labour.org](http://www.global-labour.org)), une fondation suisse qu'il dirige depuis et dont l'objectif est de promouvoir la solidarité internationale entre les organisations syndicales, et entre celles-ci et les autres institutions de la société civile.

international et de la Banque mondiale, ainsi que de la succession de crises économiques et financières depuis 1997. Ces travailleurs se voient précipités dans l'économie informelle : d'abord en Asie, ensuite dans les pays d'Europe centrale et orientale (PECO) et les pays successeurs de l'URSS, et dernièrement encore en Argentine, avec une chute catastrophique de leur niveau de vie.

Dans les pays en voie de développement, les travailleurs informels représentent la majorité de la population active (par exemple, 60 % au Brésil et au Mexique, 97 % en Inde ; en Afrique, 80 % de l'emploi non agricole, 60 % de l'emploi urbain et 90 % des nouveaux emplois). Dans les pays industrialisés (Europe occidentale, Amérique du Nord et Japon), l'économie informelle est en croissance et se situe actuellement en moyenne autour des 15 % de la population active.

La mondialisation a donc eu pour conséquence de démanteler le secteur public et même le secteur formel privé, base traditionnelle du mouvement syndical et de ses acquis sociaux, alors que les travailleurs de l'économie informelle, sans droits ni protection sociale ni représentation syndicale, restent intégrés aux chaînes de production et de commercialisation mondiales.

## La répression

Enfin, la répression a été, et reste, une entrave majeure à la syndicalisation dans de nombreux pays. Chaque année, plusieurs milliers de syndicalistes sont assassinés, emprisonnés, battus ou torturés par les forces de répression et souvent condamnés à de longues peines de prison. Chaque année, des centaines de milliers de travailleurs et travailleuses perdent leur emploi pour le seul fait d'avoir essayé d'organiser un syndicat. Dans de nombreux pays, les syndicats libres sont interdits, notamment en

Chine, qui à elle seule attire la majorité des investissements étrangers dans le monde. Les pays où les droits syndicaux sont reconnus et respectés sont de fait minoritaires.

Cependant, même au creux de la vague, le recul n'a pas été universel. Partout où les conditions politiques lui sont restées favorables, en partie grâce à ses propres efforts, le mouvement syndical a résisté. C'est notamment le cas dans les pays nordiques où les syndicats ont maintenu les taux d'organisation les plus élevés du monde (autour de 80 %) et une forte influence politique, malgré les restructurations économiques et la montée du chômage. Dans les pays de l'Europe du Sud, comme la Grèce, l'Espagne et le Portugal, encore des dictatures dans les années '70, le mouvement syndical fait preuve d'un dynamisme que d'autres syndicats européens pourraient lui envier. Aux Philippines, le mouvement syndical s'est fortement développé après la chute du dictateur Marcos ; en Afrique du Sud, il a été l'un des principaux artisans et bénéficiaires de la chute de l'apartheid ; en Corée du Sud et au Brésil, il est la principale force du mouvement démocratique, en alliance avec des nouveaux mouvements sociaux.

J'écrivais ici-même, il y a cinq ans, que le mouvement syndical n'était pas en déclin mais en transformation.<sup>1</sup> Cette mutation lui est imposée par les défis de la mondialisation et elle est inéluctable. Il est encore trop tôt pour généraliser et pour dire que le mouvement syndical est déjà passé de la résistance à l'offensive, mais on peut déceler les signes d'un renouveau syndical et d'autres éléments laissent présager un renversement de tendance. Ils sont visibles dans les pays qui ont été les premiers à subir l'assaut de la vague néolibérale, tels que les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, mais aussi ailleurs. En gros, il s'agit de l'essor des nouveaux mouvements sociaux, l'organisation dans le secteur informel, la féminisation du syndi-

calisme, le discrédit du programme néolibéral, le retour de la politique et le renforcement du syndicalisme international.

### Coalition sociale

Aux Etats-Unis, depuis qu'une nouvelle direction a été élue à la tête de l'American Federation of Labour - Congress of Industrial Organizations (AFL-CIO), lors de son congrès de 1995, le syndicalisme est en mouvement. Le changement se manifeste dans trois domaines : l'organisation, une politique d'alliance avec les mouvements sociaux, une plus grande ouverture vers la gauche politique.

Dans le domaine de l'organisation, une des premières mesures de la nouvelle direction a été de décupler le budget pour les activités de recrutement (de 2 à 20 millions de dollars par an). Le président de l'AFL-CIO élu en 1995, John Sweeney, et son équipe proviennent de la Fédération des services (SEIU), le seul syndicat qui, depuis longtemps, fait du recrutement une priorité et qui a gagné des membres au lieu d'en perdre. Une grande partie de son succès est dû à une stratégie d'alliance avec le monde associatif dans des campagnes ciblées : les services d'entretien d'immeubles, les services de santé, les soins à domicile. Cette stratégie est devenue celle de l'AFL-CIO dans son ensemble.

L'AFL-CIO participe aussi aux grandes manifestations contre l'OMC et les institutions financières internationales, à commencer par celle de Seattle de 1999 où les syndicats, pour la première fois, étaient présents en force. La centrale syndicale s'est en outre engagée contre une guerre préventive contre l'Irak. Au lendemain des attentats du 11 septembre 2001, Sweeney offrait à Bush son soutien «inconditionnel». Depuis, la politique ultra-conservatrice du gouvernement dans le domaine social et économique et son aventurisme

en politique étrangère a fait basculer l'AFL-CIO dans l'opposition et dans le camp de la paix. De nombreuses organisations locales, régionales et des fédérations de l'AFL-CIO ont pris une part active dans le mouvement contre la guerre, notamment lors des manifestations du 15 février. John Sweeney et John Monks, secrétaire général du TUC, la centrale syndicale britannique, ont écrit conjointement, le 30 janvier 2003, une lettre à Bush et à Blair les appelant à n'entreprendre aucune action militaire sans l'aval des Nations Unies, sans l'appui de tous les Etats alliés et sans la «légitimité internationale la plus forte».

Sur le terrain, les syndicats britanniques sont encore plus clairs. En février, deux conducteurs de locomotives, soutenus par leur syndicat, ont refusé de conduire des trains transportant du matériel de guerre, et plusieurs fédérations et organisations locales ont menacé de répondre à la guerre par la grève. En fait, les syndicats ont participé massivement dans tous les pays aux manifestations anti-guerre du 15 février, contrairement à ce qui s'est passé lors de la guerre du Golfe de 1991 et même dans la dernière phase de la guerre du Vietnam.

Il y a à cela une explication évidente : c'est, d'une part, l'essor du mouvement «altermondialiste» dans les quatre ou cinq dernières années. Dans de nombreux pays, le mouvement syndical a rejoint cette coalition, par un effet d'entraînement et parce qu'il est obligé de faire des alliances plus larges pour résister aux gouvernements conservateurs.

D'autre part, le modèle néolibéral se discrédite lui-même par les nombreux scandales qui frappent des sociétés prestigieuses, fleurons du capitalisme, par le manque de scrupules et l'arrogance ostentatoire de grands patrons, par les effets sociaux néfastes évidents du modèle. La perte de crédibilité du modèle néolibéral incite à chercher des alternatives. Le mouvement syndical redécouvre ainsi une par-



*Les femmes s'impliquent plus.*

tie essentielle, mais longtemps oubliée, de son mandat : la défense des intérêts de ses membres passe par un changement de société. Il recommence à croire qu'un autre monde est possible.

## Féminisation

L'économie informelle est en croissance, mais les travailleurs, et surtout les travailleuses, s'y organisent aussi, malgré toutes les difficultés. Les femmes s'organisent parce que c'est ce que font tous les travailleurs spontanément pour se défendre, et ceci indifféremment de la relation d'emploi. En Inde, un syndicat de femmes auto-employées, la Self Employed Womens Association (SEWA), qui s'est

lancé il y a vingt-cinq ans avec quelques centaines de participants, compte aujourd'hui près de sept cent mille membres. C'est un exemple parmi d'autres.

A la fin de l'année dernière, une fédération internationale de syndicats de vendeurs ambulants (StreetNet) s'est créée : son siège est en Afrique du Sud et elle compte des membres en Afrique, en Asie et en Amérique latine. A cela s'ajoutent des syndicats de travailleuses à domicile, d'employées de maison et d'autres, dans le monde entier. Ils sont aidés par des mouvements de femmes, par des organisations d'éducation ouvrière, par des organisations de solidarité et, de plus en plus, par les syndicats traditionnels. Un grand mouvement, fait de réseaux multiples et convergents, est ainsi en train de naître. Il

commencera à peser sur les rapports de force sociaux ces prochaines années.

Ce mouvement va de pair avec la féminisation du mouvement syndical. Presque partout, les femmes sont encore très sous-représentées dans les directions syndicales. Dans trois pays seulement, une femme est à la tête d'une confédération : Australie, Norvège, Suède. Sur les dix fédérations internationales, une seule a une secrétaire générale (celle du bâtiment). Mais sur le terrain, cela change. Aux Etats-Unis, par exemple, l'écart des salaires entre hommes et femmes est en train de rétrécir, parce qu'un plus grand nombre de femmes se syndiquent alors que les syndicats perdent encore des membres. En Grande-Bretagne, la grève des employés des municipalités de juillet 2002, qui s'est soldée par une augmentation des salaires de 7,7 %, était la plus grande grève de femmes dans l'histoire du pays. En Suisse, le syndicat UNIA, créé en 1996 par le SIB et la FTMH pour organiser le commerce, les hôtels et restaurants et d'autres services, est majoritairement composé de femmes, pour la plupart jeunes. C'est aussi le seul syndicat de l'Union syndicale suisse qui soit en croissance constante. Le nouveau syndicalisme sera beaucoup plus féminin, plus représentatif et plus inventif.

Sur le plan international, l'action des fédérations syndicales est devenue plus professionnelle et efficace. Les accords internationaux entre sociétés transnationales et fédérations syndicales internationales, qui portent sur des questions de principe, en premier lieu la reconnaissance des droits syndicaux, commencent à créer un système de relations sociales internationales. Le premier accord de ce type avait été conclu entre la fédération de l'alimentation UITA et la société Danone en 1988 ; à présent, il y en a une vingtaine, dans presque tous les secteurs. La fédération des transports ITF a réussi à imposer

des normes, y compris des salaires minimums, dans l'industrie maritime. Le nouveau syndicalisme sera donc beaucoup plus international.

Le syndicalisme a toujours été un combat difficile, souvent dangereux. Il est porté par des millions d'hommes et de femmes qui luttent chaque jour, partout dans le monde, parce qu'ils ne peuvent faire autrement, avec les ressources d'intelligence, de courage, d'humour, de ténacité et de créativité qui sont propres à la condition humaine. C'est dans ses membres qu'il trouve, chaque jour, chaque année et chaque siècle, la source de son renouvellement.

D. G.

<sup>1</sup> *Le syndicalisme, une réponse à la mondialisation*, **choisir**, n° 460, avril 1998, pp. 26-29.

### L'Atelier Oecuménique de Théologie

propose

## Dieu en manque manque de Dieu

Ni l'homme, ni le Dieu de Jésus-Christ ne sont autosuffisants : faiblesse et manque les caractérisent. Une nouvelle alliance peut-elle ressurgir entre ce Dieu à la recherche de l'homme et cet homme en manque de Dieu ?

**Formation théologique ouverte à tous**

**DE SEPTEMBRE 2003 À JUIN 2005**

Renseignements et inscriptions :  
Secrétariat de l'A.O.T. : ☎ 022/321 40 88  
e-mail : admin@aotge.ch www.aotge.ch